



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Relocalisation de la production de Renault

Question au Gouvernement n° 3048

Texte de la question

RELOCALISATION DE LA PRODUCTION DE RENAULT

M. le président. La parole est à M. Fabien Roussel.

M. Fabien Roussel. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, Renault licencie et supprime 4 600 emplois, politique à laquelle l'État actionnaire accorde 5 milliards d'euros d'argent public. Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, salariés du groupe ou de sous-traitants, ont peur de perdre leur travail ou de devoir faire de nouveaux sacrifices pour le garder.

C'est encore le monde du travail qui doit payer, alors que le problème ne résulte pas de la pandémie, mais des choix du groupe de délocaliser et de nourrir d'abord les actionnaires, qui ont reçu 4,8 milliards d'euros de dividendes depuis 2013, au détriment d'investissements en France.

Dans la Sambre, dans le Nord, où MCA produit les voitures Kangoo, nous sommes tous unis pour conserver les 2 100 emplois sur place.

Monsieur le ministre, vous déclarez que Renault dispose d'un an pour garantir un projet industriel à Maubeuge. Mais un tel projet existe : il s'agit du nouvel utilitaire XFK, qui doit être disponible à la vente au mois de février prochain. Pouvez-vous confirmer qu'il sera produit – comme prévu – à Maubeuge ? Les sites de Choisy, de Flins, de Caudan, et même, à long terme, de Dieppe, sont menacés par ce plan, s'il n'est pas remis en cause. Et en prime, il s'agit d'argent public !

Les députés communistes vous font la proposition suivante : faisons en sorte que l'argent public – notre argent – serve à relocaliser en France la production de petites voitures populaires et pas chères, tant électriques qu'hybrides et thermiques ! Relocalisons les Clio, Twingo et Dacia, vendues en France mais fabriquées en Turquie, en Roumanie et en Slovaquie ! Là-bas, les usines tournent sept jours sur sept et sont surchargées !

Il suffirait de rapatrier la production de 300 000 véhicules par an pour charger les usines françaises ! Cela coûterait quelques centaines d'euros de plus par voiture, mais chacune serait made in France. L'argent public – l'argent des Français – doit servir à faire tourner nos usines ! Allez-vous...

M. le président. Merci, cher collègue.

La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Monsieur Roussel, nous devons aux Français la vérité sur la situation de Renault. Renault perd de l'argent chaque mois, et pas des centimes mais des centaines

de millions d'euros. Renault a une capacité de production, en France, légèrement supérieure à 1 million de véhicules par an, et en produit un peu plus de 600 000.

M. Pierre Cordier. Sibeth ne donne pas les mêmes chiffres !

M. Bruno Le Maire, ministre . Ainsi, 40 % de sa capacité industrielle ne sont pas utilisés.

M. André Chassaigne. Pourquoi ?

M. Bruno Le Maire, ministre . Pour dire les choses simplement – je sais que vous connaissez parfaitement la situation de Renault –, l'enjeu, aujourd'hui, est la survie de l'un des premiers constructeurs industriels automobiles français, qui, de surcroît, fait partie de notre histoire. Croyez-moi, je suis totalement déterminé à faire en sorte que nous réussissions à maintenir l'entreprise Renault, à la développer et à en faire l'un des grands constructeurs industriels automobiles du XXI^e siècle. Cela suppose trois conditions.

Tout d'abord, il faut une stratégie. La nôtre est claire : Renault doit être l'excellent constructeur de véhicules électriques, de nouvelle génération et autonomes. Je souhaite notamment que le département du Nord devienne le lieu d'excellence de la production des véhicules électriques utilitaires légers de Renault, comme vous le proposez. Cette stratégie est centrée sur la création de valeur, laquelle doit être relocalisée en France. Au demeurant, Renault a annoncé la relocalisation, depuis la Chine, de la production de son moteur électrique.

La deuxième condition est de pratiquer le dialogue, tel que celui que j'ai eu ce matin avec les salariés de l'usine Renault de Maubeuge. Nous avons demandé à Renault de préserver l'emploi et les capacités industrielles du site de Maubeuge après 2023. Nous sommes parvenus à un accord sur ce point.

La troisième condition, c'est le soutien de l'État. C'est pourquoi je signerai, dans le cadre de cet accord, le prêt garanti par l'État d'un montant de 5 milliards d'euros destiné à aider Renault à se développer et à réussir au XXI^e siècle. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. Pierre Dharréville. Et l'État actionnaire ?

Données clés

Auteur : [M. Fabien Roussel](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3048

Rubrique : Automobiles

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [3 juin 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [3 juin 2020](#)